

Initiatives ministérielles

[Français]

Monsieur le Président, comme notre chef, l'honorable Jean Chrétien a dit, dans un discours, il y a quelques mois, et je cite: «Nous pouvons faire encore beaucoup pour améliorer les moyens qu'a la communauté internationale de résoudre les querelles avant qu'elles ne dégénèrent en conflits armés ou le cas échéant, de permettre aux parties d'en venir à un accord sans intervention extérieure. La tâche était malaisée durant la guerre froide, mais l'apaisement des tensions Est-Ouest offre l'espoir de consolider le cadre institutionnel de la coopération internationale.»

Et je cite encore: «Il faut tonifier les Nations Unies. Le Canada a été le premier à s'engager dans les opérations pour le maintien de la paix; nos soldats ont participé à certaines d'entre elles et ils continueront de le faire. Il est dans notre intérêt supérieur d'utiliser notre influence pour rehausser les capacités des Nations Unies, pour élargir son mandat de gardien de la paix, pour en faire un foyer hospitalier où toutes les nations sauront résoudre leurs différends dans la confiance.»

[Traduction]

Pour faire face à la crise récente et conformément aux principes qui ont présidé à la fondation des Nations Unies, monsieur le Président, le Conseil de sécurité a eu recours contre l'Irak à des sanctions à peu près sans faille. Les pays membres des Nations Unies veillent à l'application de ces sanctions avec l'aide d'une force militaire multinationale largement représentative.

Pour le moment, nous ne sommes pas convaincus que ces sanctions sont un échec. Au contraire, je le répète, certains spécialistes voient de plus en plus de preuves de leur succès.

[Français]

Monsieur le Président, les libéraux croient qu'il faut, au lieu de se précipiter dans une offensive militaire, maintenir et renforcer les sanctions pour bien faire comprendre à Saddam Hussein que l'agression ne paie pas.

[Traduction]

Monsieur le Président, quiconque souhaite déclencher des hostilités n'éprouve guère de difficulté à le faire. Ceux qui connaissent le Moyen-Orient savent qu'il serait par contre extrêmement difficile de mettre fin à une guerre dans cette région. Une guerre aurait des conséquences énormes. Par conséquent, nous devons toujours réfléchir à ce qu'une guerre pourrait coûter de vies humaines.

[Français]

Monsieur le Président, avec des milliers de vies en jeu, il faut remuer ciel et terre pour trouver une solution pacifique. Lorsque nous serons certains d'avoir fait tout pour que les troupes de Saddam Hussein évacuent le Koweït d'une façon pacifique, alors seulement les Nations Unies doivent envisager une action militaire plus poussée.

[Traduction]

Monsieur le Président, ce que le gouvernement conservateur demande aux Canadiens par le moyen de cette résolution, c'est de lui donner carte blanche. Quant à nous, il nous demande d'approuver la motion vague dont il a saisi la Chambre et de l'autoriser à appuyer certaines ou toutes les résolutions que les Nations Unies pourraient adopter et dont on ne saurait prévoir avec exactitude ni la teneur ni l'objectif.

De l'avis des libéraux, ce projet de résolution du Conseil de sécurité est prématuré et en outre vague. Il autorise en effet n'importe quel pays à décider de son propre chef de n'importe quelle mesure qu'il pourrait juger opportune, d'user de n'importe quel moyen qu'il estimerait nécessaire pour atteindre les objectifs de la résolution 660 n'importe où dans la région, sans être tenu de se plier aux ordres des Nations Unies de rendre des comptes à cette dernière.

Monsieur le Président, les commentaires de l'entourage du secrétaire d'État aux Affaires extérieures indiquent bien que celui-ci sait que sa position est faible; autrement, il serait présent ici et il écouterait, comme j'ai écouté son discours, même si j'aurais eu bien des choses à dire concernant ses omissions et ses lacunes. Ses commentaires montrent qu'il est conscient du fait que lui et son gouvernement sont sur la mauvaise voie.

Des voix: Bravo!**Une voix:** Oui!

M. Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, nous pensons que c'est beaucoup trop exiger, à l'heure actuelle, que de demander au Parlement d'approuver le projet de résolution du Conseil de sécurité.

Nous n'allons pas, en appuyant la motion du gouvernement, donner à celui-ci un chèque en blanc relativement à toute mesure éventuelle concernant la situation dans le golfe Persique. Je ne pense pas que les Canadiens s'attendent à cela de notre part.

Bien que je n'exclue pas que les Nations Unies puissent devoir prendre une décision, à un moment donné, concernant le recours à la force, les libéraux ne pensent pas que nous en soyons là. Nous pensons qu'il faut d'abord laisser le temps aux sanctions prises par l'ONU de donner des résultats. Les libéraux insistent sur le fait